

i.A.22.14.7.3.-CB/BRS

Bern, den 3. Juli 1989

VERTRAULICHInformations hebdomadaires 27/89

| <u>Index:</u>                                                                                                                                                                  | <u>Page</u> |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| 1) Entretien du Secrétaire d'Etat K. Jacobi avec M. Frederik W. de Klerk, successeur présumé de P. Botha à la présidence de la République sud-africaine (Kloten, 26 juin 1989) | 2           |
| 2) Visite à Berne du Secrétaire général du MAE italien M. Bruno Bottai                                                                                                         | 4           |
| 3) Gemischte Wirtschaftskommission Schweiz-Irak vom 20.-23.6.1989 in Bern                                                                                                      | 8           |
| 4) Beschluss des Bundesrates über ein zweites Massnahmenpaket im Rahmen der schweizerischen Beteiligung an friedenserhaltenden Aktionen der Vereinten Nationen                 | 9           |
| 5) 76ème Conférence internationale du travail, Genève, 7 au 28 juin 1989                                                                                                       | 10          |
| 6) Candidature suisse au Conseil d'administration de l'Union internationale des télécommunications (UIT)                                                                       | 11          |



Entretien du Secrétaire d'Etat K. Jacobi avec M. Frederik W. de Klerk, successeur présumé de P. Botha à la présidence de la République sud-africaine (Kloten, 26 juin 1989)

A l'initiative des Sud-Africains, S.E. Jacobi s'est rendu à Kloten, accompagné de l'Ambassadeur Schenk, pour rencontrer M. F.W. de Klerk, actuellement ministre de l'éducation nationale et président du "National Party", lors de l'escale de ce dernier à Zurich après un périple européen qui l'a conduit à Londres, Bonn, Lisbonne et Rome. M. de Klerk était accompagné durant l'entretien des Ambassadeurs Steward, directeur Europe au MAE, et Pretorius, ambassadeur d'Afrique du Sud en Suisse. M. de Klerk était visiblement satisfait de cette prise de contact et a longuement exposé ses vues de futur président au cours d'une discussion qui a largement dépassé les soixante minutes. Après une brève présentation par le soussigné des traits essentiels de notre politique envers l'Afrique du Sud, de Klerk a exposé les idées suivantes.

Dialogue: c'est là le point de départ obligé de tout processus de changement en Afrique du Sud, et le préalable indispensable à toute négociation proprement dite entre les diverses tendances politiques. Une vraie négociation implique que toutes les parties se reconnaissent mutuellement l'autorité requise pour conclure un contrat social et qu'aucune ne pose des pré-conditions. Or l'Afrique du Sud n'est pas encore entrée dans cette phase et il serait donc irréaliste d'envisager une solution négociée à court terme. En attendant, de Klerk cherchera à développer le dialogue: il a déjà commencé notamment avec Buthelezi, qu'il compte revoir d'ici peu. Ce dialogue doit inclure tous les Sud-Africains, mais de Klerk précise à ce sujet qu'il ne pourra en aucun cas déboucher sur l'acceptation de la règle de la majorité simple (selon le modèle britannique): il y a en effet dans son pays trop de "diversités compliquées" (juxtaposition du premier monde et du tiers monde, d'ethnies différentes, etc....). En d'autres termes: participation de tous, mais à l'exclusion de la domination d'un groupe sur les autres.

Politique de réforme: la mise en oeuvre du changement ne peut se faire qu'en vertu du principe "hâte-toi lentement". De Klerk se rend bien compte à cet égard que le monde extérieur a besoin de signes tangibles que les choses bougent en Afrique du Sud. Toutefois il met en garde contre les risques d'une pression internationale accrue contre son pays qui pourrait résulter d'une influence "excessive" des mouvements radicaux anti-apartheid sur les gouvernements occidentaux. Abroger la constitution actuelle et la remplacer à bref délai par une nouvelle n'est pas possible.

RENAMO: invité à s'exprimer sur ce sujet particulièrement délicat, de Klerk reconnaît d'emblée que son pays "suffers a lack of credibility" à cet égard. Il assure n'avoir pas connaissance d'un quelconque soutien sud-africain à la RENAMO, tout en se disant convaincu que la situation a considérablement changé pour le mieux ces derniers temps. Ce problème a été discuté à chacun des entretiens qu'il a eus ces derniers jours.

Impression générale: doué d'un charisme certain et aussi pour la "captatio benevolentiae", de Klerk n'est pas l'homme des promesses rhétoriques ("nous pourrions très bien charger nos experts juridiques d'élaborer à bref délai un modèle de nouvelle constitution, mais cela ne servirait à rien dans les circonstances présentes"), mais l'homme des réformes accomplies pas à pas. Outre la sensibilité aux exigences de la politique intérieure, il semble déjà avoir une conscience aigüe de l'influence qu'exerce l'environnement politique international sur ce qui se passe et se passera dans son pays. A peine est-il besoin d'ajouter qu'il compte beaucoup sur l'appui de la Suisse.

Visite à Berne du Secrétaire général du MAE italien  
M. Bruno Bottai

---

Le Secrétaire d'Etat Jacobi a reçu le 26 juin 1989 le Secrétaire général Bottai (B) pour une visite de travail. Il a été ensuite reçu pour une visite de courtoisie par le Conseiller fédéral Felber.

Pour l'essentiel les entretiens ont porté sur les sujets suivants:

#### Intégration européenne

La position suisse a été rappelée. SE Jacobi a précisé que dans le cadre de l'AELE la Suisse ne doit pas être considérée comme un frein à une intégration, mais qu'il ne lui est pas possible d'y faire des concessions qu'elle se refuse d'envisager envers la Communauté. En référence aux propos du Président Delors sur la coopération accrue entre AELE et Communauté, (B) a été sondé sur les moyens d'ouvrir les mécanismes de décision des 12 aux 18. La position italienne sur ce point n'est pas définie. Pour (B) l'Italie, peu habituée par son histoire à l'idée de la nation, est un des plus ardents partisans d'une Communauté européenne en marche vers l'Union. (B) qualifie de "sage" la position de la Suisse dans le cadre actuel de l'Intégration européenne, ajoutant que la Suisse participe en fait au processus d'intégration sans le dire. (B) ne voit en même temps aucune possibilité pour la Communauté d'engager une négociation d'adhésion sérieuse avant 1993 avec de nouveaux pays.

Conseil de l'Europe

Les deux interlocuteurs sont tombés d'accord sur la revitalisation nécessaire du Conseil de l'Europe. Longtemps engagée dans un effort de concurrence stérile face à Bruxelles, l'Organisation de Strasbourg s'attache à redéfinir ses relations avec la CE. Elle devrait par ailleurs constituer un forum approprié pour des contacts accrus avec les pays de l'Europe de l'Est.

Relations Est-Ouest et CSCE

(B) partage le constat suisse qu'à une intégration croissante de l'Europe de l'Ouest correspond une désintégration croissante de l'Europe de l'Est. (B) considère comme significative et méritant d'être soutenue l'évolution en Union soviétique qui seule a permis les transformations en cours en Hongrie et en Pologne. (B) reste perplexe quant à la limite aux évolutions possibles sur le plan politique. L'allusion faite par de Mita à un plan Marschall pour les pays de l'Est ne doit pas être prise littéralement. C'est aux pays de l'Est de définir leurs besoins pour remettre leurs économies en marche. Pour l'instant certaines réformes de Gorbatchev ont rendu les problèmes encore plus aigus. L'Ouest doit assurer une aide sans faire de cadeaux, et permettre à ces économies de se familiariser avec nos types d'économies. (B) estime encore, en nommant la Chine, qu'il conviendra de moduler la coopération économique en fonction de l'évolution politique, mesurée notamment à l'aune de la politique menée en matière de droits de l'homme. La sensibilité de l'opinion publique est grande à ce sujet et a contraint l'Italie à geler tout crédit à la Chine avant le Sommet de Madrid où MAE Andreotti aurait souhaité une réaction commune de la CE. Pour (B) la politique extérieure soviétique est aujourd'hui une politique de bonne volonté. Aux yeux des Soviétiques l'inclusion des Etats-Unis et du Canada dans le processus CSCE serait maintenant chose acquise. (B) salue enfin le rôle joué par la Suisse dans le cadre CSCE.

Crises régionales

Dans un bref tour d'horizon (B) a qualifié de préoccupante la situation en Yougoslavie, où à côté du désastre économique, la situation des droits de l'homme paraîtrait moins favorable à l'heure actuelle que dans des pays comme la Hongrie ou la Pologne. Les autorités albanaises se comporteraient à l'égard du Kosovo de manière correcte.

Au Proche-Orient l'intifada dans les territoires occupés est un phénomène préoccupant pour un pays démocratique comme Israël, qui ne jouit plus d'un appui inconditionnel de la communauté juive américaine.

Le relatif effacement de la Libye s'accompagnerait de retrouvailles, d'une qualité inconnue à ce jour, avec les pays du Maghreb et même avec l'Egypte.

En Ethiopie le président Mengistu paraît ébranlé. Le dialogue avec les leaders érythréens devrait toutefois continuer à se révéler difficile.

En Namibie le règlement politique qui s'annonce tient pour (B) du miracle. De même en Angola où la modération des Soviétiques a contraint les Cubains au départ. En Afrique du Sud l'Italie enregistre une évolution positive de la situation.

A cette occasion la partie suisse décrit l'action de la Suisse dans le processus d'indépendance namibien, et d'une façon générale son engagement accru dans les actions de maintien de la paix des Nations Unies.

Relations bilatérales

SE Jacobi s'est félicité venue de (B) qui contribue à une intensification nécessaire des contacts à haut niveau et a renouvelé l'invitation au futur premier ministre italien à venir en Suisse dès qu'il le pourra.

1. (B) est chargé par MAE Andreotti de dire que l'Italie comprend l'importance que la Suisse accorde à l'utilisation de

la base de Decimomannu en Sardaigne. Le nouveau gouvernement devra examiner le moment venu la question en tenant compte de la sensibilité sarde sur ce sujet.

2. (B) prend acte de l'évolution positive de la pratique suisse en matière d'exercice des droits politiques par les étrangers résidant en Suisse. Le vote par correspondance étant inconnu en Italie, cette libéralisation ne touche toutefois pas pour l'instant les Italiens.
3. La demande d'adhésion italienne à l'accord de Schengen a été faite et en principe acceptée. (B) ne peut cependant fixer aucune date pour une telle adhésion, pas plus que pour une éventuelle introduction du visa pour les Turcs, qui reste une décision très délicate à prendre.
4. En matière de transports routiers dans l'axe Nord-Sud SE Jacobi a plaidé pour une attitude compréhensive de l'Italie en attendant que la Suisse mette en place sa politique de ferroutage.
5. Ont encore été évoqués les brouillages causés par les stations de radio-TV italiennes au Tessin et la liaison aérienne Lugano-Rome.

Gemischte Wirtschaftskommission Schweiz-Irak vom 20. - 23.6. 1989  
in Bern

Vom 20. - 23. 6. 1989 tagte in Bern die Gemischte Wirtschaftskommission Schweiz-Irak. Leiter der irakischen Delegation war Finanzminister Hikmat Omar Mukhailif, jener der schweizerischen Staatssekretär Franz Blankart.

Im Mittelpunkt der Tagung standen die bilateralen Beziehungen zwischen der Schweiz und dem Irak, insbesondere die Geschäftsmöglichkeiten der Schweizer Firmen nach dem Inkrafttreten des Waffenstillstandes im Golfkrieg. Gewünscht wird vom Irak eine Verstärkung der bilateralen Zusammenarbeit in den Bereichen Handel, Industrie, Landwirtschaft, Bau- und Planungswesen, Transport und Kommunikation sowie Gesundheitswesen und Ausbildung. Neben Problemen einzelner Firmen kam auch das Problem der ausstehenden Zahlungen zur Sprache. Es wurde in einem Protokoll vereinbart, die ERG-gedeckten Forderungen umzuschulden. Die genauen Bedingungen werden noch im Verlaufe dieses Sommers in einem Abkommen festgelegt werden.

Während seines Aufenthaltes in der Schweiz wurde Minister Mukhailif von Bundespräsident J.-P. Delamuraz zu einem Gedankenaustausch über die Wirtschaftsbeziehungen zwischen der Schweiz und dem Irak empfangen.

Anlässlich eines Seminars informierte Minister Mukhailif Vertreter der Privatwirtschaft über die aktuelle Wirtschafts- und Finanzlage des Irak sowie die Prioritäten im Wiederaufbauprogramm.

Beschluss des Bundesrates über ein zweites Massnahmenpaket im Rahmen der schweizerischen Beteiligung an friedenserhaltenden Aktionen der Vereinten Nationen

Der Bundesrat hat am 28.6.1989 einen Betrag von 15 Mio. Franken gutgeheissen, um die friedenserhaltenden Aktionen der UNO im Jahre 1990 mit verschiedenen Massnahmen zu unterstützen. Nachdem ein erstes Massnahmenpaket zu Beginn des laufenden Jahres in Kraft getreten ist, strebt der Bundesrat mit dem jetzigen Beschluss eine gewisse Kontinuität unserer bisherigen Leistungen an. Als neuer Faktor kommt die Entsendung von Militärbeobachtern hinzu.

Die konkreten Aktionen, die im Jahre 1990 zum Tragen kommen, umfassen folgende Leistungen: Im finanziellen Bereich wird der freiwillige Beitrag an die Friedenssicherungstruppe der Vereinten Nationen in Zypern (UNFICYP) auf 3 Mio. Franken erhöht und der freiwillige Beitrag an die Interimstruppe der Vereinten Nationen in Libanon (UNIFIL) von 2,5 Mio. Franken weitergeführt. Auf dem Gebiet der Dienstleistungen und Materiallieferungen enthält der Beschluss die Weiterführung der Uebernahme sämtlicher operativer Kosten des von der Balair für die Organisation der Vereinten Nationen zur Ueberwachung des Waffenstillstandes im Nahen Osten (UNTSO) betriebenen Flugzeugs bis zu einem Höchstbetrag von 3,7 Mio. Franken. Der Militärischen Beobachtergruppe der Vereinten Nationen in Iran-Irak (UNIIMOG) wird weiterhin das von der Zimex Aviation gemietete Flugzeug samt Besatzung im Betrag von 2,8 Mio. Franken zur Verfügung gestellt. Die Eidgenossenschaft wird auch im Jahre 1990 die Kosten für den Unterhalt eines weltweiten Ambulanzdienstes zur Repatriierung verletzter Angehöriger friedenserhaltender Operationen der UNO durch die Schweizerische Rettungsflugwacht (REGA) bis zu einem Höchstbetrag von 500'000.-- Franken übernehmen. Schliesslich übernimmt die Schweiz die Kosten für die Lieferung von Chiffriergeräten für die UNO durch die Crypto AG in Zug im Betrag von 1 Mio. Franken. Die UNO beabsichtigt, damit ein weltweites, sicheres Verbindungsnetz zwischen dem UNO-Hauptsitz in New York und den friedenserhaltenden Aktionen im Felde aufzubauen. Im personellen Bereich hat der Bundesrat beschlossen, zur Konkretisierung der Entsendung von schweizerischen Militärbeobachtern ab 1990 1,5 Mio. Franken bereitzustellen.

Die schweizerische sanitätsdienstliche Unterstützung zugunsten der UNTAG in Namibia gilt als zusätzliche Leistung. Die interessierten Vertretungen erhalten demnächst eine detaillierte Dokumentation.

76eme conference internationale du travail, geneve,  
7.-28.6.1989

la 76eme conference internationale du travail, sous la presidence de m. john nkomo, ministre du travail du zimbabwe, a termine ses travaux le 28 juin 1989 dans une atmosphere detendue. l'impact de la visite du president de la confederation, au cours d'une seance speciale au debut de la conference, a largement inspire les travaux de cette session et le nouveau directeur general du bit a fait reference aux messages et idees presentes par notre president. la delegation suisse etait dirigee par m. klaus hug, directeur de l'ofiant.

la suisse a ete aussi a l'honneur cette annee puisqu'elle a preside la commission de l'application des normes.

le programme et budget de l'oit pour la periode biennale 1990-91 - d'un montant de 330.44 millions de dollars, soit 578.27 millions de francs suisses au taux de change de 1.75 frs. pour un dollar - a ete adopte par un vote quasi unanime.

la conference a adopte une convention concernant les peuples indigenes et tribaux dans les pays independants, qui revise des normes anterieures sur ce theme.

la conference a engage le processus - qui s'etend sur deux ans - d'elaboration de nouvelles normes dans deux autres domaines, securite dans l'utilisation des substances chimiques au travail et travail de nuit.

pour la deuxieme annee consecutive la commission des resolutions ne s'est pas trouvee en mesure d'adopter des resolutions destinees a influencer positivement les activites de l'oit au cours de ces prochaines annees.

prevue a l'origine comme prioritaire, une resolution concernant la protection des droits et des libertes des travailleurs et des employeurs arabes en palestine et dans les autres territoires arabes occupes, presentee par le groupe arabe, s'est classée en troisieme position seulement, cedant la place a des textes sur l'environnement et la dette exterieure. dans ces conditions, le groupe arabe, soutenu par le groupe des 77, a use de tactiques dilatoires pour empecher l'adoption de quelque resolution que ce soit.

Candidature suisse au Conseil d'administration de  
l'Union internationale des télécommunications (UIT)

Par lettre du 15 mars 1989, nous vous avons demandé d'obtenir l'appui de votre (vos) pays d'accréditation à la réélection de notre pays au Conseil d'administration de l'UIT, lors de la Conférence des Plénipotentiaires à Nice, entre le 23 mai et le 29 juin 1989.

Ce vote a eu lieu le 26 juin dernier. La Suisse a été réélue par 114 voix, l'un des meilleurs résultats enregistrés (seuls les quatre pays du bloc socialiste et la République fédérale d'Allemagne ont obtenu un nombre supérieur de voix). Cet excellent résultat est incontestablement dû aux efforts que nos représentations et missions ont fournis en la matière et nous tenons à les en remercier sincèrement. Nous vous enverrons ultérieurement un rapport plus détaillé sur cette conférence et la nouvelle répartition des sièges au Conseil d'administration.

K. JACOBI



Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

p.B.58.06.4 - AJ/RJ

|                                     |                                     |                          |                          |                          |                  |           |
|-------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|------------------|-----------|
| Chiffriert                          | Priorität                           | Faktura                  | Text. erg.               | F. I.                    | Absender         | Seite-Nr. |
| <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Secrétariat pol. | 1         |
| Ja                                  | Nein                                | Norm.                    | Dring.                   | Flash                    |                  |           |

|               |               |               |               |               |               |
|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Empfängercode | Empfängercode | Empfängercode | Empfängercode | Empfängercode | Empfängercode |
|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|

wochentx

\*\*\*

Directives politiques hebdomadaires no 22 du 3.7.89

1. Visite du Chef du Département en Norvège
2. Demande d'adhésion de l'Autriche à la CE
3. Palaestina und die Genfer Konventionen

1. Visite du Chef du Département en Norvège

Le Chef du Département est actuellement en Norvège pour une visite officielle de trois jours. Il aura des entretiens avec son homologue Thorvald Stoltenberg ainsi qu'avec M. Jan Balstad, Ministre du commerce et de la marine marchande, M. Johan Jorgen Holst, Ministre de la défense et M. Arne Oien, Ministre du pétrole et de l'énergie. Il rencontrera en outre les représentants de la colonie suisse. Il visitera les installations de la Statoil et une plateforme pétrolière. A l'ordre du jour des entretiens figureront principalement l'Europe, les relations Est-Ouest ainsi que les relations bilatérales.

2. Demande d'adhésion de l'Autriche à la CE

Le récent feu vert donné par le Parlement autrichien au gouvernement de présenter officiellement la demande d'adhésion de l'Autriche aux Communautés européennes pourrait soulever des

Datum: 3.7.89  
Tel. intern: 30 41

Visum:

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Priorität

Faktura

Text erg.

F.L.

Absender

Seite-Nr.

Ja

Nein

Norm.

Dring.

Flash

2

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

questions sur l'attitude de la Suisse à l'égard d'une telle demande. Si vous deviez être questionné à ce sujet, vous pourriez répondre de la manière suivante:

- la position adoptée par le Conseil fédéral dans son rapport sur la position de la Suisse dans le processus d'intégration européenne reste inchangée;
- il en va bien entendu de même des arguments selon lesquels une adhésion de la Suisse soulèverait des problèmes concernant nos principes de politique étrangère, et de nos institutions fédéralistes et démocratiques;
- la demande d'adhésion autrichienne ne remet notamment pas en cause la position suisse selon laquelle l'adhésion suisse soulèverait des problèmes sous l'angle de la politique de neutralité et pourrait mettre en question la crédibilité de cette politique;
- La Suisse n'a pas à porter un jugement sur l'argumentation développée par l'Autriche au sujet de sa neutralité et de sa candidature à la CE, car chaque Etat neutre reste libre d'apprécier comment il entend mettre en oeuvre sa politique de neutralité;
- à côté de la neutralité, la démocratie directe constitue un obstacle tout aussi important à une adhésion de la Suisse aux CE. A cela s'ajoutent des arguments économiques, tels que le maintien de notre politique agricole et de notre politique de contingentement de la main-d'oeuvre étrangère.

Date

3.7.89

Sum

Telex

31 68



Bern, den 4. Juli 1989

BAG 04. Juli 89-12

i. A. 22.14.7.3.

Interne Verteilerliste + dipl Vertretungen

Betrifft: **yH 27/89 + DP 22/89**

|                                                               |                                                        |                  |
|---------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|------------------|
| Departementsvorsteher                                         |                                                        | BRF              |
| Dipl. Sekretär                                                | Hr. Combernous                                         | CD               |
| pers. Mitarbeiterin                                           | Frau Hanselmann                                        | HMG              |
| Generalsekretariat                                            | Hr. Schaller                                           | SRU              |
| Politischer Direktor, Staatssekretär                          | Hr. Jacobi                                             | JAC              |
| Sekretariat Staatssekretär                                    | Hr. Kupfer                                             | KU               |
| Protokoll                                                     | Botschafter Dayer                                      | DD               |
| Politisches Sekretariat                                       | Botschafter Ducrey                                     | DY               |
| Politischer Dokumentationsdienst,<br>Kanzlei pol. Sekretariat |                                                        | W 338            |
| KSZE-Dienst                                                   | Botschafter Schenk                                     | SBL              |
| Politische Sonderfragen                                       | Minister von Arx                                       | AX               |
| Finanz- und Wirtschaftsdienst                                 | Minister Lautenberg<br>Hr. Fivat                       | LA<br>FIV        |
| Pol. Abteilung I                                              | Botschafter Staehelin<br>Hr. Pedotti<br>Hr. Pardo      | SIN<br>PGF<br>PR |
| Dienst Frankophonie                                           | Hr. De Dardel                                          | DJ               |
| Europarat                                                     | Hr. Richard                                            | RA               |
| Pol. Abteilung II                                             | Botschafter Ruegg<br>Frau Favre                        | RUE<br>FE        |
| Sektion f. kons. Schutz                                       | Hr. Robert                                             | RO               |
| Auslandschweizersekretariat                                   | Minister Fetscherin                                    | FN               |
| Koordinator Internationale<br>Flüchtlingspolitik              | Botschafter Weiersmüller                               | WER              |
| Fremde Interessen                                             | Hr. Ghisler                                            | GH               |
| Direktion f. int. Organisationen                              | Botschafter Keusch<br>Minister Erard<br>Minister Gyger | KJP<br>ER<br>GWB |
| Sektion Vereinte Nationen und<br>intern. Organisationen       | Hr. Hofer                                              | HER              |
| Berater für europäische Weltraumzusammenarbeit                | Hr. Creola                                             | CRE              |
| Sektion intern. wissenschaftliche<br>Angelegenheiten          | Hr. Hofmann                                            | HOF              |

|                                                                  |                                                           |                 |
|------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|-----------------|
| Sektion für intern. Umweltangelegenheiten                        | Hr. Schmid                                                | SCW             |
| Sektion f. kulturelle und UNESCO-<br>Angelegenheiten             | Hr. Luciri                                                | LC              |
| Sekretariat der nationalen schweiz.<br>UNESCO-Kommission         | Hr. Theurillat                                            | TB              |
| Direktion für Völkerrecht                                        | Botschafter Krafft<br>Minister Stettler<br>Minister Godet | KT<br>STR<br>GT |
| Sektion Völkerrecht                                              | Hr. Spinner                                               | SPI             |
| Sektion Entschädigungsabkommen                                   | Hr. Bühler                                                | BC              |
| Sektion Staatsverträge                                           | Hr. Rubin                                                 | RC              |
| Sektion Landesgrenze- und Nachbarrecht                           | Hr. Dubois                                                | DS              |
| Sektion Verkehr<br>Seeschiffahrtsamt Basel                       | Direktor Hulliger<br>Stellvertr. Direktor Haenggi         | HG              |
| DVA                                                              | Botschafter Manz<br>Frau Krieg                            | MA<br>KRI       |
| Sicherheitsbeauftragter                                          | Hr. Iten                                                  | IT              |
| Sektion Rekrutierung und Ausbildung des<br>Personals             | Hr. von Graffenried                                       | GRP             |
| Personalsektion                                                  | Hr. Brogini/Hr. Reich                                     | BRO/RE          |
| Sektion Buchhaltung und Informatik                               | Hr. Savoye                                                | SAV             |
| D. f. verw. rechtl. Angelegenheiten                              | Hr. Doswald                                               | DW              |
| Sektion Bezüge und Zulagen<br>Verwaltungsinspektorat             | Hr. Trinkler<br>Hr. Castelli                              | TK<br>CS        |
| Kuriersektion                                                    | Hr. Schweizer                                             | SRJ             |
| Direktion für Entwicklungszusammenarbeit<br>und humanitäre Hilfe | Botschafter Staehelin                                     | SFR             |
| Stellvertr. Direktor                                             | Hr. Wilhelm                                               | WM              |
| Delegierter für Katastrophenhilfe<br>im Ausland                  | Hr. Rädgersdorf                                           | RAE             |
| Vizedirektor                                                     | Hr. Giovannini<br>Hr. Dannecker                           | GI/<br>DAN      |
| Informationsdienst                                               | Hr. Beti                                                  | BEI             |
| Multilaterale Angelegenheiten                                    | Hr. Pasquier                                              | PA              |
| Sektion human. Nahrungsmittelhilfe                               | Frau Schelling R.                                         | SGR             |
| Forschung und Politik                                            | Hr. Melzer                                                | MEL             |
| Integrationsbüro EDA/EVD                                         | Botschafter Kellenberger                                  | Ke              |
| CH-91                                                            | Botschafter Vallon                                        | VAL             |
| Zentralstelle Gute Dienste                                       | Hr. Bill                                                  | BH              |

+ Vertrauliche Umschläge:

- Hr. Lorétan, Bundeshaus-West, W 134
- Seeschiffahrtsamt, Basel
- Botschafter Raymond Probst, Brunnaderstr. 76, Bern  
(durch Chauffeur zugestellt)

Per Kurier an die diplomatischen Vertretungen in:

|                       |                  |                                                            |
|-----------------------|------------------|------------------------------------------------------------|
| Abidjan               | Hamburg          | Panama                                                     |
| Abu Dhabi             | Hanoi            | <u>Panmunjom</u>                                           |
| Addis Abeba           | Harare           | Paris (3)                                                  |
| Akkra                 | Havanna          | Prag                                                       |
| Alger                 | Helsinki         | Pretoria                                                   |
| Amman                 | Hong Kong        | Quito                                                      |
| Amsterdam             | Houston          | Rabat                                                      |
| Ankara                | Islamabad        | Rio de Janeiro                                             |
| Antananarive          | Istanbul         | Rom                                                        |
| <u>Asuncion</u>       | Jakarta          | San Francisco                                              |
| Athen                 | Johannesburg     | San José                                                   |
| Atlanta               | Kairo            | Santiago de Chile                                          |
| Bagdad                | Karachi          | Sao Paulo                                                  |
| Bagdad                | <u>Khartoum</u>  | Singapur                                                   |
| Barcelona             | Kigali           | Sofia                                                      |
| Beijing               | Kinshasa         | Stockholm                                                  |
| <u>Beirut</u> NIKOSIA | Kopenhagen       | Strassburg+Europarat                                       |
| Belgrad               | Kuala Lumpur     | Stuttgart                                                  |
| Berlin/BRD            | Kuwait           | Seoul                                                      |
| Berlin/DDR            | Lagos            | Sydney                                                     |
| Bogota                | La Paz           | Teheran + Fremde Interessen                                |
| Bombay                | Lima             | Tel-Aviv                                                   |
| Bonn                  | Lissabon         | Tokio                                                      |
| Bordeaux              | London           | Toronto                                                    |
| Brasilia              | Los Angeles      | Tripolis                                                   |
| Brüssel+Mission       | <u>Luanda</u>    | Tunis                                                      |
| Budapest              | Luxembourg       | Vancouver                                                  |
| Buenos Aires          | Lyon             | Warschau                                                   |
| Bukarest              | Madrid           | Washington                                                 |
| Canberra              | Mailand          | Wellington                                                 |
| Caracas               | Manchester       | Wien                                                       |
| Chicago               | Manila           | Yaoundé                                                    |
| Colombo               | <u>Maputo</u>    | Zagreb                                                     |
| <u>Conakry</u>        | Marseille        | Riad                                                       |
| Dakar                 | Melbourne        | + Mission permanente de la Suisse<br>auprès des O.I., Wien |
| Damaskus              | Mexiko           |                                                            |
| Dar es Salaam         | Montreal         |                                                            |
| Den Haag              | Monrovia         |                                                            |
| Dhaka                 | Montevideo       |                                                            |
| Djeddah               | Moskau           |                                                            |
| Dublin                | München          |                                                            |
| Düsseldorf            | Nairobi          |                                                            |
| Frankfurt a/Main      | New Delhi        |                                                            |
| Genua                 | New York, UNO+GK |                                                            |
| Guatemala             | Osaka            |                                                            |
|                       | Oslo             |                                                            |
|                       | Ottawa           |                                                            |

Diverse:

- Genf, OI
- R. Mantelli, BAWI
- Divisionär Petitpierre, EMD
- R. Probst, BE (ehem. Staatssekretär)
- interne Verteilerliste
- IH + DP